

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 23 JUIN 1927

Rapport de la Commission de la Défense nationale chargée de l'examen du Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1927.

(Voir les n^{os} 4-XII, 97, 113 et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 2, 3, 10 et 17 mars 1927; le n° 5-XII du Sénat.*)

Présents : MM. LEKEU, président; le chevalier BEHAGEL DE BUEREN, CALONNE, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DAMAS, DERBAIX, DEWAELE, le baron D'HUART, DIRIKEN, PIERLOT, SPILLEMAECKERS, VERBRUGGE et le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Lorsque survint l'armistice, ce fut un immense soulagement.

Le canon, dont le grondement était devenu pour nous l'obsession continue, s'était tu, et ce soudain silence avait laissé l'impression que c'était la fin de la « dernière guerre ». Ce fut la première des illusions dont la série ininterrompue constitue toute l'histoire depuis 1919.

Depuis lors, à aucun moment, nous n'avons connu la paix, ni ressenti ses effets, indispensables cependant pour le relèvement des ruines accumulées.

Les rapports entre vainqueurs et vaincus restent chargés de méfiance et de rancunes, provoquant sans cesse des incidents dont certains ont créé une situation tragique.

Et que sont les relations entre anciens alliés?

Conflits constants, divergences de vues, discussions à propos des dettes interalliées, discords flagrantes chaque fois que des décisions graves sont à prendre. On en est revenu aux particularismes de jadis, si bien qu'on a pu dire

que la grande leçon qu'aurait dû être la guerre est totalement perdue.

Depuis 1918, les hostilités n'ont pas cessé.

Dès décembre 1918, la guerre se rallumait en Pologne.

Le Traité de Sèvres à peine signé, les armées étaient aux prises en Cilicie, en Syrie, en Anatolie.

Faut-il rappeler l'alerte de Corfou, la guerre au Maroc, les agitations d'Albanie, les événements dont l'Extrême-Orient est actuellement le théâtre? Conflits locaux, dira-t-on, mais combien dangereux pour la paix générale.

De toutes parts les complications s'accumulent.

A l'heure présente, il n'est personne qui ne se soucie des graves incidents de Pologne et d'Albanie.

En présence de ces faits, on se trouve forcé de constater que, malgré les aspirations passionnées des peuples vers la paix, malgré le poids mortel que font peser sur les nations épuisées les dépenses militaires, on demeure en état d'insécurité, qui fait songer avec terreur à de nouvelles guerres.

Voilà pourquoi, dans tous les pays, les armées sont maintenues, les armements se multiplient, des forteresses se construisent ou se relèvent, les techniciens s'appliquent à rechercher de nouvelles méthodes de destruction.

La réorganisation militaire est le souci actuel en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Russie, aux Etats-Unis, au Japon. Quel terrifiant spectacle que celui de ces nations se préparant à de nouvelles hostilités dans une atmosphère malsaine, dont l'ambiance seule peut amener des catastrophes !

Il semble vraiment que la sagesse soit exilée du monde.

Est-ce à dire qu'il faille désespérer de la paix ? Qu'il ne soit pas fait de sérieux efforts pour supprimer les décisions de la force brutale ?

Le prétendre serait manquer de justice envers la Société des Nations : c'est jeu facile de méconnaître l'influence de cette institution, mais les faits sont là qui prouvent son activité, sa vigilance et ses succès.

La Société des Nations a établi entre les peuples adhérents un contact permanent, que le passé n'a pas connu.

Elle a rapproché les chefs de Gouvernements et leur a fourni l'occasion de dissiper bien des malentendus.

Son autorité s'accroît de jour en jour.

Sans parler de son rôle dans le développement du droit international, de son action sociale, de ses interventions dans l'ordre économique et financier, notamment en Autriche et en Hongrie, on ne saurait assez souligner son activité pacificatrice. Elle s'est interposée, de façon heureuse, dans nombre de différends dont le caractère était tel qu'ils constituaient des épilogues de guerre.

C'est ainsi qu'elle a tranché le litige entre la Finlande et la Suède au sujet des îles Aland.

Elle a apaisé le différend entre la Pologne et la Lithuanie au sujet de Vilna, en suggérant des négociations

directes entre les deux Gouvernements, sous la présidence de son délégué, qui était en l'occurrence M. Hymans.

Elle a aplani le dangereux conflit entre l'Allemagne et la Pologne, à propos de la Haute-Silésie, où les hostilités avaient commencé.

Elle est intervenue pour arrêter les frontières de l'Albanie, objet de contestations qui, dans le passé, se fussent dénouées par les armes.

La Pologne et la Tchécoslovaquie ont accepté son arbitrage pour établir le tracé de démarcation dans certaines zones de la région frontière des deux pays.

Elle a résolu le problème de Memel.

Elle a pu séparer l'Italie et la Grèce aux prises à la suite des incidents de Corfou.

Son action officieuse semble s'interposer pour l'instant entre l'Italie et la Yougoslavie.

Elle s'est manifestée en d'autres circonstances, et si ses interventions n'ont pas toujours été définitives, tout au moins il est indéniable qu'elles ont visiblement tempéré les instincts belliqueux.

Certes, il y a quelque chose de changé, grâce à elle.

Aussi a-t-on pu dire que la Société des Nations était « un organisme de ralentissement des conflits ».

« La catastrophe de 1914 n'aurait peut-être pas eu lieu, écrivait récemment M. Henry Ruffin, si la diplomatie européenne avait disposé d'un instrument capable de ralentir la marche des événements. »

Mais, quoiqu'il en soit de l'œuvre accomplie, il apparaît cependant que la tâche de la Société des Nations ne fait que commencer. Comme on l'a dit, « c'est une expérience qui continue ».

Son rôle est de concentrer les aspirations éparses vers la paix. Elle en organise l'action, mais elle n'est pas parvenue encore à en imposer la réalisation.

Il y a trois cents ans que Suarez a défini ce que devait être la Société des Nations :

« une société *universelle* où chacun des Etats renoncerait à son droit de se faire justice par les armes et aurait pris l'engagement de s'en remettre à un arbitre qui déciderait *définitivement* du droit de chacun et aurait en mains les *moyens de coaction* nécessaires à l'exécution des sentences ».

Il manque à l'organisme actuel la juridiction générale, l'action spontanée et l'autorité sanctionnée.

Rien ne le démontre mieux que ce qui s'est passé à propos des négociations pour le désarmement.

Ces laborieuses discussions, au cours desquelles ont été remarqués le rôle de la Belgique et l'active intervention de notre collègue, M. de Brouckère, ont révélé les antagonismes fonciers, les méfiances irréductibles et les ambitions qui persistent.

Il en ressort à l'évidence que l'effort tenté est prématuré parce que son succès dépend d'une condition préalable essentielle : la sécurité.

C'est là, peut-on dire, un cercle vicieux. La sécurité ne sera assurée que par le désarmement, alors qu'on ne veut désarmer qu'à condition que la sécurité soit acquise.

Or, la sécurité est surtout d'ordre moral. Elle suppose nécessairement l'esprit général de sacrifice, le dépouillement des appétits, l'abolition des rancunes. Pareils sentiments généreux se rencontrent chez les individus : les collectivités ne les connaissent point.

Et ainsi se découvre le chemin qu'il reste à parcourir pour que les Nations fassent par le désarmement l'abandon de leur force et de leurs ambitions, ou, qu'à défaut de ce geste, naisse une autorité assez sage, et surtout assez puissante, pour l'imposer à tous.

Voilà pourquoi, malgré que la guerre soit criminelle folie, l'horizon demeure chargé de menaces.

Quel est, en pareille occurrence, le devoir des Gouvernements ?

M. Paul Boncour l'a dit excellemment

à propos de la France, dans son rapport au nom de la Commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi sur la mobilisation nationale pour le temps de guerre :

« Guerre de peuples, conflit mondial, guerre d'effectifs, guerre de matériel, guerre scientifique, *guerre totale*, absorbant toutes les ressources humaines et matérielles de nations entières, bouleversant l'univers, abolissant la distinction entre civils et militaires, les jetant tous dans la lutte et ne choisissant plus ses victimes, suspendant l'activité productrice pendant des années, ou ne s'orientant que vers des œuvres de mort, telle est la guerre moderne.

» Et c'est pour cela que l'abolir est un devoir et la France en a conscience. Ce devoir domine toute sa politique; que ce soit à Genève ou à Locarno. Mais le danger serait immense pour elle si elle oubliait que, malgré tous ses efforts, l'organisation de la paix, le développement de la solidarité internationale n'en sont encore qu'aux premières étapes et que la guerre reste possible. »

La guerre reste possible.

On ne sait que trop ce que pareille perspective peut réserver à notre pays, toujours voué à être la première victime.

Cette éventualité suffit pour que tous les citoyens se fassent un devoir de résoudre le problème de la défense nationale sans aucune autre préoccupation que celle de l'intérêt du pays.

C'est ici l'endroit de rappeler quels sont les rôles respectifs des pouvoirs appelés à prendre les mesures nécessaires pour organiser cette défense.

C'est au Gouvernement, s'éclairant des lumières des autorités compétentes, qu'appartiennent les initiatives. Il est seul à avoir la compétence nécessaire.

L'exécution des décisions incombe aux autorités militaires.

Le pouvoir législatif a un droit de contrôle qu'il exerce normalement par le vote des budgets.

L'action capitale ainsi dévolue au Gouvernement est singulièrement grave et difficile. Elle doit s'exercer avec une extrême prudence. Il en est d'autant plus ainsi pour la Belgique que, par sa situation, ses possibilités restreintes, ses préoccupations purement défensives, elle ne peut prétendre jouer un rôle isolé et que, par suite, elle doit tout concevoir en vue d'une coopération avec des alliés.

D'où cette conséquence que son organisation doit se conditionner en tenant compte des initiatives des grandes nations voisines.

Or, pour l'instant, la France s'occupe à préparer les instruments qui lui permettront de s'organiser.

De même, l'Angleterre annonce son intention de transformer son armée pour en faire un organisme de spécialistes en vue de préparer la guerre mécanique et chimique.

La question du matériel, qui sera primordiale en cas de guerre future, est à l'étude partout. On songe notamment en Angleterre à mettre au rancart le matériel actuel d'aviation.

Il a été dit au cours de la discussion du budget à la Chambre que notre approvisionnement en chars d'assaut était arrêté : des inventions nouvelles sont attendues pour ces engins.

On sait aussi qu'il y a en Allemagne des activités belliqueuses.

Dans ces conditions, n'est-il pas évident que rien ne serait plus dangereux qu'une œuvre hâtive qui risquerait d'être à la fois inopérante et ruineuse ?

Festina lente : c'est la sagesse.

Le Gouvernement peut-il raisonnablement faire autre chose que de préparer avec le soin le plus minutieux le travail de réorganisation, de régler les services dont l'utilité et le fonctionnement paraissent stables, de créer les commissions d'études, de s'assurer les contacts nécessaires pour que ses initiatives soient pertinentes, sans rien abdiquer de sa souveraineté et de son indépendance ?

C'est bien là, semble-t-il, ce qu'il fait.

D'importantes mesures découlent de la loi sur les réquisitions militaires soumis au Sénat et dont nous avons signalé les objets (1).

Un arrêté royal du 25 décembre dernier prépare les mesures permettant de mettre en œuvre ordonnée toutes les activités et toutes les ressources du pays.

La France va fortifier ses frontières de l'Est. C'est pour nous un danger certain auquel nous devons parer. Le Gouvernement s'en occupe (2).

Dans tous ces domaines, le Gouvernement doit agir avec discrétion. C'est à lui à juger de ce qu'il peut révéler de ses intentions et de ses décisions, sans les compromettre.

Cela devrait calmer les curiosités et les impatiences.

Celles-ci sont bien vives parfois ; on espère que des dispositifs de défense modernisés permettront l'allègement des charges personnelles.

C'est possible, mais il est évident que cette préoccupation, quelque naturelle et légitime qu'elle soit, est, du point de vue de la défense nationale, de second rang. On ne peut mettre la charrue devant les bœufs.

Qu'il nous soit permis à ce propos de citer une fois encore M. Paul Boncour :

« On ne peut s'engager sur la voie

(1) Doc. parl. Sénat, 1926-1927, n° 96.

(2) A une question posée à ce sujet par la Commission, le Ministre de la Défense nationale a répondu comme suit :

« En réponse à la demande que vous m'avez transmise le 8 avril 1927, j'ai l'honneur de vous signaler que depuis la guerre, les idées sur la défense des États ont beaucoup évolué. Cette évolution a été particulièrement marquante en 1926.

» Une étroite liaison avec l'état-major français nous tient très au courant des idées ayant cours en France à ce sujet ; ainsi que l'évolution qui vient de s'y manifester.

» Cette évolution, ainsi que la dernière réorganisation de notre armée de campagne, m'ont décidé à faire remettre à l'étude le système défensif belge. J'ai confié cette question à une commission composée des plus hautes autorités compétentes.

» L'étude est en cours et il entre dans mes intentions, dès que je serai en possession des conclusions de la commission précitée, d'introduire les demandes de crédit nécessaires d'après un ordre d'urgence correspondant à l'importance relative des travaux à entreprendre. »

de la réduction des charges militaires en temps de paix que dans la mesure où l'on est assuré d'une préparation aussi complète que possible de toutes les forces et ressources nationales à l'emploi qui devra en être fait si malgré tous les efforts entrepris pour garantir et maintenir la paix, la France se voyait obligée de recourir à son armée citoyenne pour assurer sa défense.

» Plus la réduction des armements en temps de paix sera poussée loin, plus il y aura de différence entre l'armée réduite du temps de paix et les forces militaires et nationales de toute nature, qui seraient nécessaires à la défense du pays en temps de guerre, et plus il deviendra indispensable que la mobilisation de ces forces soit minutieusement préparée.

» Les dangers de l'improvisation sont particulièrement funestes en ces matières. Nous avons payé cette leçon par trop de souffrances pour avoir le droit de l'oublier. »

On ne saurait mieux définir les conséquences de ce que M. de Brouckère appelait récemment « l'interdépendance entre le désarmement et les mesures prises pour assurer la sécurité. »

EXAMEN DU BUDGET.

Le budget de la Défense nationale pour 1927 est en augmentation de 48,521,575 francs, comparativement aux crédits alloués pour le précédent exercice.

Cependant aucune dépense nouvelle n'y figure.

Bien au contraire, la diminution réelle de dépenses se monte à 70,438,240 francs ce qui porte l'augmentation de dépenses prévue à 118,959,815 francs.

Ce surcroît de charges provient exclusivement de la dépréciation monétaire survenue à la suite de la dernière crise. Elle a entraîné un réajustement des traitements, salaires et pensions, le

relèvement des prix de la nourriture, de l'habillement et de l'armement des troupes.

Le montant total du budget s'élève à 616,464,239 francs.

Il était porté aux prévisions de l'exercice budgétaire de 1914 à la somme de 89,829,225 francs, ce qui représente sur pied de la valeur actuelle de notre monnaie, 628,804,575 francs.

*
* *

M. le Ministre de la Défense nationale, lors de la discussion de son budget devant la Chambre des Représentants, a indiqué dans le détail les réductions de personnel effectuées dans son département.

Les employés temporaires ont été congédiés à l'administration centrale. Le recrutement des fonctionnaires, à la suite de départs, a été suspendu.

Dans les services extérieurs, 163 employés sur 170 ont été congédiés.

Depuis le 1^{er} juin 1926, les effectifs du personnel ouvrier ont été réduits de 1,200 agents.

Cette politique de compression, dont la réduction de dépenses de 70 millions que nous avons signalée marque le résultat pratique, sera continuée, suivant des règles dès à présent arrêtées, dans toute la mesure compatible avec les nécessités des services.

*
* *

La discussion du budget devant la Commission spéciale de la Chambre et en séance publique a été minutieuse.

Nous nous faisons un devoir de rendre hommage à la conscience avec laquelle la Commission spéciale a procédé à cette étude et dont fait témoignage le rapport présenté par M. de Burlet.

Dans son travail, le rapporteur a examiné une série de questions, sur lesquelles il a fourni des détails précis du plus haut intérêt.

(6)

C'est ainsi que, dans son exposé général, il a traité notamment :

- de l'aviation;
- des carburants;
- des gaz;
- de la nourriture des soldats;
- du chauffage des casernes;
- de l'entretien des bâtiments militaires;
- des hôpitaux;
- des services médicaux et pharmaceutiques;
- des colombers militaires;
- des chars d'assaut, etc.

Ce long travail a singulièrement allégé la besogne de la Commission du Sénat.

La discussion du budget n'y a donné lieu à aucune observation importante, sinon à une discussion d'ordre général dont l'objet est exposé dans le présent rapport.

Le budget a été approuvé par 6 voix contre 1 et 1 abstention.

Le rapport a été approuvé par 4 voix contre 2.

Le Président,
J. LEKEU.

Le Rapporteur,
V^{te} DU BUS DE WARNAFFE.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 23 JUNI 1927

Verslag uit naam van de Commissie voor Landsverdediging, belast met het onderzoek der begrooting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1927.

(Zie de n^{rs} 4-XII, 97, 113 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 2, 3, 10 en 17 Maart 1927, en n^o 5-XII van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LEKEU, voorzitter ; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, CALONNE, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DAMAS, DERBAIX, DEWAELE, Baron d'HUART, DIRIKEN, PIERLOT, SPILLEMAECKERS, VERBRUGGE en Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Toen de wapenstilstand werd gesloten, ging er een ontzaglijke zucht van verlichting op.

Het kanongebulder, dat ons met gestadige vrees beving, was verstomd, en deze plotselinge stilte had bij ons den indruk verwekt dat het einde van den « laatsten oorlog » was ingeluid. Deze was de eerste van de onafgebroken reeks ontgoochelingen die sedert 1919 de gansche geschiedenis uitmaken.

Sedertdien hebben wij geen oogenblik den vrede gekend noch zijne uitwerkselen gevoeld, die nochtans onontbeerlijk zijn voor den heropbouw der opeengehoopte puinen.

De betrekkingen tusschen overwinnaars en overwonnelingen blijven vol wantrouwen en wrok en geven gestadig aanleiding tot incidenten, waarvan sommige een tragischen toestand hebben in het leven geroepen. En hoe staat het met de betrekkingen tusschen gewezen bondgenooten ?

Gestadige geschillen, meeningsverschillen, betwistingen naar aanleiding

van intergeallieerde schulden, klaarblijkende oneenigheden telkens er wichtige beslissingen dienen getroffen. Men is teruggekeerd tot den particularistischen geest van vroeger, zoodanig dat men heeft kunnen zeggen dat de groote les, die uit den oorlog had moeten voortvloeien, volledig verloren is.

Sedert 1918 hebben de vijandelijkheden onafgebroken voortgeduurd.

Vanaf December 1918 laaide de oorlog weerop in Polen.

Het Verdrag van Sèvres was nauwelijks onderteekend of de legers waren opnieuw slaags geraakt in Cilicië, in Syrië, in Anatolië.

Hoeft men in herinnering te brengen het alarm van Corfou, den oorlog in Marokko, het oproer in Albanië, de gebeurtenissen die zich thans in het Verre-Oosten afspelen? Plaatselijke conflicten, zal men zeggen, doch hoezeer gevaarlijk voor den wereldvrede. Van alle zijden hoopen de verwickelingen zich op.

Op dit oogenblik is iedereen bekommerd over de ernstige incidenten in Polen en in Albanië.

Ten aanzien van deze feiten moet men vaststellen dat, spijs de brandende verzuchtingen der volkeren naar den vrede, spijs de doodende last die de krijgsuitgaven op de uitgeputte landen doen wegen, er steeds een staat van onveiligheid blijft voortbestaan, die het schrikbeeld van nieuwe oorlogen doet rijzen.

Derhalve worden in alle landen de legers gehandhaafd, de bewapeningen vermenigvuldigd, vestingen opgericht of heropgebouwd, en leggen de technici er zich op toe nieuwe vernielingsmethoden uit te denken.

De militaire herinrichting treedt thans op den voorgrond in Frankrijk, in Engeland, in Duitschland, in Italië, in Polen, in Rusland, in de Vereenigde Staten, in Japan. Welk een schrikwekkend schouwspel bieden deze volkeren die zich voorbereiden tot nieuwe vijandelijkheden in een ongezonde atmosfeer, die volstaat om nieuwe rampen te ontketen.

Men zou waarlijk zeggen dat de wijsheid uit de wereld verbannen is.

Beteekent zulks dat men moet wanhopen den vrede te zien tot stand komen, en dat er geen ernstige pogingen worden gedaan om een einde te stellen aan de beslissingen van het brutaal geweld?

Met zulks te beweren zou men tekortschieten aan de rechtvaardigheid jegens den Volkenbond: het is gemakkelijk den invloed dezer instelling te miskennen, doch de feiten zijn daar om hare bedrijvigheid, hare waakzaamheid en haar welslagen te bewijzen.

De Volkenbond heeft tusschen de aangesloten volkeren een bestendigen band gelegd, die in het verleden onbekend was.

Hij heeft de Regeeringshoofden nader bij elkander gebracht en hun de gelegenheid verschaft talrijke misverstanden uit den weg te ruimen. Zijn gezag groeit met den dag.

Onaangezien zijn rol in de uitbreiding van het internationaal recht, zijne maatschappelijke actie, zijne bemoeiingen op

economisch en financieel gebied, inzonderheid in Oostenrijk en in Hongarië, zou men niet genoeg nadruk kunnen leggen op zijne vredebevorderende bedrijvigheid.

Hij is met welslagen opgetreden in talrijke geschillen, die uiteraard na-weeën van den oorlog waren.

Aldus heeft hij het geschil beslecht tusschen Finland en Zweden betreffende de Aalandeilanden.

Hij heeft het geschil bijgelegd tusschen Polen en Litauen, aangaande Wilna, met aan te zetten tot rechtstreeksche onderhandelingen tusschen beide Regeeringen, onder voorzitterschap van zijn afgevaardigde, die te dien tijde de heer Hymans was.

Hij heeft het gevaarlijk conflict geregeld tusschen Duitschland en Polen, betreffende Opper-Silesië, waar de vijandelijkheden waren ingezet.

Hij is opgetreden om de grenzen van Albanië af te bakenen, waarover betwistingen waren gerezen die in het verleden door de wapens zouden beslecht zijn geworden.

Polen en Tsjecho-Slowakije hebben zijn scheidsrechterlijk optreden aanvaard om de afbakening vast te stellen van sommige grensstreken van beide landen.

Hij heeft het Memelvraagstuk opgelost. Hij heeft Italië en Griekenland kunnen scheiden die slaags waren geraakt ingevolge de incidenten van Corfou.

Zijne officieuze werking schijnt zich op dit oogenblik te doen gelden tusschen Italië en Yougoslavië. Zij is nog tot uiting gekomen in andere omstandigheden, en zoo zijn optreden niet steeds beslissend is geweest, is het althans onloochenbaar dat het blijkbaar de oorlogszuchtige neigingen heeft getemperd.

Gewis, dank zij den Volkenbond is er iets veranderd.

Ook heeft men kunnen zeggen dat hij

« eene inrichting tot vertraging der conflicten » is.

« De ramp van 1914 zou misschien niet overkomen zijn, schreef onlangs de heer Henry Ruffin, indien de Europeesche diplomatie had beschikt over een middel dat den gang der gebeurtenissen kon vertragen ».

Hoe het ook gesteld zij met het volbrachte werk, blijkt het echter dat de taak van den Volkenbond slechts in den aanvang is. Zooals men gezegd heeft, « is het eene proefneming die wordt voortgezet ».

Hij heeft tot opdracht de afzonderlijke vredesbetrachtingen samen te schakelen. Hij regelt de werking derzelve, doch tot nog toe is hij er niet in geslaagd hare verwezenlijking op te dringen.

Vóór drie honderd jaar heeft Suarez als volgt den Volkenbond omschreven : « een wereldbond waarin elke Staat zou afzien van zijn recht zijn toevlucht tot de wapens te nemen en zich zou verbinden zich neer te leggen bij de uitspraak van een scheidsrechter die ieders recht voorgoed zou bepalen en beschikken zou over de noodige dwangmiddelen om zijn vonnissen ten uitvoer te leggen. »

Aan de huidige inrichting ontbreekt de algemeene rechtsmacht, de spontane actie en het bekrachtigd gezag.

Niets bewijst zulks beter dan de gebeurtenissen naar aanleiding der onderhandelingen voor de ontwapening.

Deze moeizame besprekingen, tijdens dewelke de rol van België en het bedrijvig optreden van onzen collega, den heer de Brouckère, werden opgemerkt, hebben de grondige tegenstrijdigheden, het onwrikbaar wantrouwen en de aanhoudende heerschzucht doen uit- schijnen.

Dit bewijst klaar en duidelijk dat de gewaagde poging voorbarig is, omdat het welslagen derzelve afhangt van eene hoofdzakelijke voorafgaande voorwaarde : de veiligheid.

Dit is, kan men zeggen, een cirkelredeneering : de veiligheid zal slechts verzekerd zijn door de ontwapening, terwijl men slechts wil ontwapenen op voorwaarde dat de veiligheid gewaarborgd zij.

Welnu, de veiligheid is vooral van zedelijken aard. Zij onderstelt noodzakelijk den algemeenen geest van zelfverloochening, het afleggen der begeerzucht en der onverzoenlijkheid.

Dergelijke algemeene gevoelens ontmoet men bij de enkelingen : de collectiviteiten kennen ze niet.

En aldus ziet men den weg die nog af te leggen blijft opdat de volkeren door de ontwapening zouden afstand doen van hunne macht en hunne heerschzucht, ofwel opdat er, bij gemis aan dit gebaar, een gezag tot stand kome dat wijs genoeg en vooral machtig genoeg zij om het aan allen op te dringen.

En daarom, ofschoon de oorlog een misdadige waanzin is, blijft de toekomst vol sombere bedreigingen.

Welke is, in dergelijk geval, de plicht der Regeeringen ?

De heer Paul Boncour heeft het uitstekend gezegd wat Frankrijk betreft, in zijn verslag uit naam der Legercommissie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp op 's lands mobilisatie in oorlogstijd :

« Volkerenoorlog, wereldconflict, oorlog van menschenvoorraad, oorlog van materiaal, wetenschappelijke oorlog, *alzijdige oorlog*, die al de menselijke en stoffelijke voorraden van geheele volkeren opsloort, die de wereld overeind zet, die het onderscheid tusschen burgers en militairen te niet doet, die ze allen in den strijd werpt en zijne slachtoffers niet meer uitkiest, die het voortbrengstvermogen jarenlang stremt of slechts werken van dood op het oog heeft, dusdanig is de moderne oorlog.

» En daarom is het een plicht den oorlog uit te roeien en Frankrijk is zich hiervan bewust. Deze plicht beheerscht zijne gansche politiek, hetzij te Genève,

hetzij te Locarno. Doch, het gevaar zou voor Frankrijk groot zijn indien het moest vergeten dat, spijs al zijne pogingen, het tot stand brengen van den vrede en de uitbreiding der internationale solidariteit slechts in het eerste stadium zijn en dat de oorlog mogelijk blijft. »

De oorlog blijft mogelijk.

Men weet maar al te zeer wat dergelijk vooruitzicht kan insluiten voor ons land, dat steeds er aan is blootgesteld het eerste slachtoffer te zijn.

Deze mogelijkheid is voldoende opdat al de burgers het zich tot plicht rekenen het vraagstuk der landsverdediging op te lossen zonder andere bekommering dan 's lands belang.

Hier past het in herinnering te brengen welke de onderscheiden rol is der machten die geroepen zijn de vereischte maatregelen te treffen om deze verdediging in te richten.

Het initiatief moet uitgaan van de Regeering, die zich moet laten voorlichten door de bevoegde overheden. Zij alleen bezit de noodige bevoegdheid.

De uitvoering der beslissingen behoort aan de militaire overheden.

De wetgevende macht heeft recht van toezicht, dat zij normaal uitoefent door de goedkeuring der begrotingen.

De hoofdpdracht die aldus op de Regeering rust is vrij wichtig en lastig. Zij dient gekwetten met uiterste omzichtigheid. Dit is des te meer waar voor België daar het door zijn ligging, zijn beperkte vermogens, zijne louter defensieve bekommelingen, geen afzonderlijke rol kan spelen en het derhalve alles moet opvatten met het oog op eene samenwerking met bondgenooten.

Derhalve moet zijne inrichting rekening houden met het initiatief der groote naburige landen.

Welnu, thans houdt Frankrijk zich bezig met het voorbereiden der middelen die zijne inrichting zullen mogelijk maken.

Eveneens geeft Engeland zijn inzicht te kennen zijn leger te hervormen om er eene inrichting van specialisten van te maken met het oog op het voorbereiden van den mechanischen en scheikundigen oorlog.

Het vraagstuk van het materieel, dat in geval van toekomstigen oorlog van hoofdzakelijk belang zal zijn, ligt overal ter studie. In Engeland, onder meer, denkt men er aan het huidige luchtvaartmaterieel uit te schakelen.

Tijdens de bespreking der begroting in de Kamer werd er gezegd dat onze bevoorradings in stormwagens werd stopgezet: nieuwe uitvindingen worden voor deze tuigen verwacht.

Men weet ook dat er in Duitschland oorlogszuchtige bedrijvigheid heerscht.

Is het derhalve niet klaar en duidelijk dat niets gevaarlijker zou zijn dan een overhaast werk dat zou gevaar loopen tevens ondoeltreffend en verderfelijk te zijn?

Festina lente: dit leert ons de wijsheid.

Kan de Regeering redelijk iets anders doen dan met de meeste zorg het werk der herinrichting voorbereiden, de diensten regelen wier nut en werking bestendig blijken, studiecocommissies aanstellen, zich de noodige voeling verzekeren opdat haar initiatief steekhoudend zij, zonder iets prijs te geven van hare souveriniteit en hare onafhankelijkheid?

De Regeering schijnt zulks wel te doen.

Belangrijke maatregelen vloeien voort uit de wet op de militaire opeischingen, die aan den Senaat is voorgelegd en wier doel wij hebben aangetoond (1).

Een Koninklijk besluit van 25 December jongstleden bereidt de maatregelen voor die toelaten al de werkkrachten en al de middelen van het land samen te ordenen en in het werk te stellen.

Frankrijk gaat zijne oostelijke grenzen versterken. Dit is voor ons een gewis

(1) Stukken van den Senaat, 1906-1927, n° 96.

gevaar dat wij moeten afweren. De Regeering houdt zich hiermede bezig (1).

Op alle gebieden moet de Regeering omzichtig handelen. Zij moet oordeelen wat zij mag bekend maken van hare bedoelingen en beslissingen, zonder ze in gevaar te brengen.

Dit zou de nieuwsgierigheid en het ongeduld moeten stillen, die vaak zeer levendig zijn. Men hoopt dat gemoderniseerde verdedigingsstelsels zullen toelaten de persoonlijke lasten te verzachten.

Dit is mogelijk; doch het spreekt vanzelf dat deze bekommering, hoe natuurlijk en gewettigd ook, onder oogpunt der landsverdediging van bijkomend belang is.

Men mag den ploeg vóór de paarden niet spannen.

Desaangaande weze het ons toegelaten nogmaals woorden van den heer Paul Boncour aan te halen :

« Men mag, zegt hij, den weg der vermindering van de militaire lasten in vredetijd slechts opgaan in de mate waarin men verzekerd is van eene zoo volledig mogelijke voorbereiding van al de krachten en middelen van het land voor het gebruik waarvoor zij zullen dienen aangewend, indien spijs al de pogingen om den vrede te waarborgen en te handhaven, Frankrijk moet verplicht zijn beroep te doen op zijn burger-

leger om zijne verdediging te verzekeren.

» Hoe verder de beperking der bewapeningen in vredetijd zal worden doorgedreven, des te grooter zal het verschil zijn tusschen het beperkte leger van vredetijd en de militaire en nationale krachten van allen aard die mochten noodig zijn tot de verdediging van het land in oorlogstijd, en des te meer zal het onontbeerlijk worden dat de mobilisatie dezer krachten zorgvuldig worde voorbereid.

» De gevaren der improvisatie zijn bijzonder noodlottig op dit gebied. Wij hebben deze les betaald door al te veel lijden om het recht te hebben zulks te vergeten. »

Men zou niet beter de gevolgen kunnen omschrijven van wat de heer de Brouckère onlangs noemde « het onderling verband tusschen de ontwapening en de maatregelen getroffen om de veiligheid te verzekeren. »

ONDERZOEK DER BEGROOTING.

De begrooting van Landsverdediging voor 1927 boekt eene verhooging van 48,521,575 frank vergeleken bij de credieten toegekend voor het vorige dienstjaar.

Nochtans komt er geene enkele nieuwe uitgave op voor.

Wel integendeel, de werkelijke vermindering van uitgaven bedraagt 70 miljoen 438,240 frank, hetgeen de voorziene vermeerdering van uitgaven brengt op 118,959,815 frank.

Deze vermeerdering van lasten is uitsluitend te wijten aan de waardevermindering onzer munt, ingevolge de jongste crisis. Zij heeft aanleiding gegeven tot eene wederaanpassing der wedden, loonen en pensioenen tot eene stijging van den prijs der voeding, der kleedij en der bewapening van de troepen.

De begrooting in haar geheel bedraagt 616,464,239 frank.

(1) Op eene vraag desaangaande door de Commissie gesteld, heeft de Minister van Landsverdediging aldus geantwoord :

« In antwoord op uwe vraag van 8 April 1927, heb ik de eer U er op te wijzen dat sedert den oorlog de opvattingen over de verdediging der Staten zeer geëvolueerd zijn. Deze evolutie was bijzonder sterk in 1926.

» Een nauwe verstandhouding met den Franschen legerstaf houdt ons op de hoogte van de opvattingen die in Frankrijk op den voorgrond treden, alsmede van de evolutie die er tot niting is gekomen.

» Deze evolutie, alsmede de jongste herinrichting van ons veldleger hebben mij er toe doen besluiten het Belgisch verdedigingsstelsel opnieuw ter studie te doen leggen. Ik heb dit vraagstuk toevertrouwd aan eene commissie, bestaande uit de hoogste en meest bevoegde overheden.

» De studie werd aangevat en het ligt in mijne bedoeling, zoodra ik in het bezit ben van de besluiten van bedoelde commissie, de noodige credieten aan te vragen, volgens den dringenden aard die overeenstemt met de betrekkelijke belangrijkheid der te ondernemen werken. »

De vooruitzichten der begrooting over het dienstjaar 1914 bedroegen 89,829,225 frank, hetgeen op grondslag van de huidige waarde onzer munt 628,804,575 fr. vertegenwoordigt.

* *

Tijdens de bespreking zijner begrooting in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, heeft de Minister van Landsverdediging de vermindering van personeel in zijn Departement omstandig aangetoond.

Bij het hoofdbestuur werden de tijdelijke bedienden afgedankt. De werving van ambtenaren ter vervanging van andere die heengingen werd geschorst.

In de buitendiensten werden er 163 bedienden op 170 afgedankt.

Sedert Juni 1926 werd het werkkliedenpersoneel met 1,200 eenheden verminderd.

Deze bezuinigingspolitiek waarvan de inkrimping der uitgaven met 70 miljoen, op dewelke wij hebben gewezen, den practischen uitslag aantoonst, zal worden voortgezet, volgens van stonden aan vastgestelde regels, in de maat die overeen te brengen is met de noodwendigheden der diensten.

* *

De begrooting werd vóór de bijzondere Commissie der Kamer en in openbare vergadering grondig besproken.

Wij rekenen het ons ten plicht hulde te brengen aan de gewetensvolle wijze waarop de Bijzondere Commissie deze studie heeft ondernomen, en waarvan het verslag van den heer de Burlet het bewijs levert.

In zijn werk heeft de verslaggever eene reeks vraagstukken onderzocht, waarover hij nauwkeurige bijzonderheden van het hoogste belang heeft verstrekt.

Aldus heeft hij in zijne algemeene uiteenzetting onder meer gehandeld over :

- de luchtvaart;
- de carburanten;
- de gassen;
- de voeding der soldaten;
- het onderhoud der militaire gebouwen;
- de hospitalen;
- de genees- en artseneijkundige diensten;
- de militaire duivenkweekerijen;
- de stormwagens, enz.

Dit omvankelijk werk heeft de taak der Commissie van den Senaat merkelijk verlicht.

De bespreking der begrooting heeft er aanleiding gegeven tot geenerlei belangrijke opmerking, tenzij tot eene bespreking van algemeenen aard, waarvan het voorwerp in dit verslag wordt vermeld.

De begrooting werd goedgekeurd met 6 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

Het verslag werd goedgekeurd met 4 tegen 2 stemmen.

De Voorzitter,

J. LEKEU.

De Verslaggever,

Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE.